

# CHANGEMENT CLIMATIQUE: LES ENJEUX POUR LA JUSTICE SOCIALE



*Rédaction: Miges Baumann*

**Les effets du réchauffement de la planète sur le Sud  
et ses conséquences pour l'alimentation mondiale**

# Table des matières

---

Photo de la premier page: Fille en Ethiopie (Photo: Miges Baumann)

Table des matières	2
Editorial	3
Le réchauffement de la planète: faits et chiffres	4
Conséquences économiques	9
Climat d'insécurité au Bangladesh	11
Le changement climatique est aussi une question de genre	12
Effets sur l'agriculture	13
Conséquences pour l'alimentation	
Les agrocarburants aggravent le problème du climat	16
Au Brésil, ça ne roule pas pour le climat	17
Changement climatique et santé	18
L'enjeu de la justice – les Greenhouse Development Rights	19
L'exemple de l'Ethiopie	20
Le Nord doit agir rapidement	22
Rendre visible le CO <sub>2</sub>	
Quid après le Protocole de Kyoto?	23
Le rôle des Eglises face au changement climatique	24
Le calculateur CO <sub>2</sub> pour les paroisses	25
Les tâches de la coopération au développement	26
Le fonds pour le climat de <i>Pain pour le prochain/Action de Carême</i>	
Changer notre mode de consommation	27
Position de politique de développement de <i>Pain pour le prochain/Action de Carême</i>	29
Sources, informations pour aller plus loin, réseaux	30
Références/Impressum	31

### **Le changement climatique ne doit pas détruire les efforts de développement!**

Le réchauffement climatique touche le plus fortement ceux qui y ont contribué le moins: les personnes pauvres au sud de la planète. La problématique du climat n'est pas seulement une question de responsabilité, mais avant tout un défi pour la justice sociale. Avec le réchauffement de la planète, les êtres humains des différentes régions et générations se verront confrontés à des restrictions importantes pour satisfaire leurs besoins existentiels et devront vivre avec encore moins de nourriture et d'eau.

La dignité de la personne humaine est en jeu. Les habitants défavorisés du Sud sont déjà ceux qui souffrent aujourd'hui le plus des bouleversements météorologiques, de périodes de sécheresse plus fréquentes, de tempêtes ou d'inondations. Il est à prévoir qu'avec la montée du niveau des mers, des millions de personnes se trouveront forcées à migrer, avec à la clé des conflits énormes autour des ressources, des pertes de récoltes et le manque d'eau potable.

Les conséquences du changement climatique sont aussi plus cachées, comme par exemple la dégradation des sols, l'augmentation de la pauvreté ou la destruction de la biodiversité. La crise alimentaire actuelle est d'autant plus

liée au réchauffement climatique qu'on méseuse des denrées alimentaires pour produire des agrocarburants, afin de réduire le CO<sub>2</sub> émis par les pays industrialisés du Nord dans leur désir de mobilité.

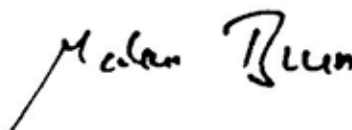
Nous, en tant que principaux responsables du changement climatique, nous sommes tenus à agir vite et d'une manière globale. Nous sommes appelés – pour des raisons de justice – non seulement à réduire nos propres émissions de gaz à effet de serre en l'espace d'une génération (mitigation), mais aussi à tout entreprendre pour limiter les dangers et les effets du changement climatique (adaptation). En même temps, nous devons permettre aux populations les plus touchées, les pauvres du Sud, de continuer à se développer. Pour cela, des moyens financiers additionnels sont nécessaires.

Pour résoudre cette crise et soulager la pauvreté mondiale, nous devons tous agir de manière globale. Mais cette lutte contre le changement climatique est aussi un défi pour chaque personne, individuellement: elle ne peut porter ses fruits que si chacun d'entre nous change sa manière de penser, de consommer et de vivre.



Miges Baumann

Responsable pour la politique de développement  
*Pain pour le prochain*



Markus Brun

Responsable pour la politique de développement  
*Action de Carême*

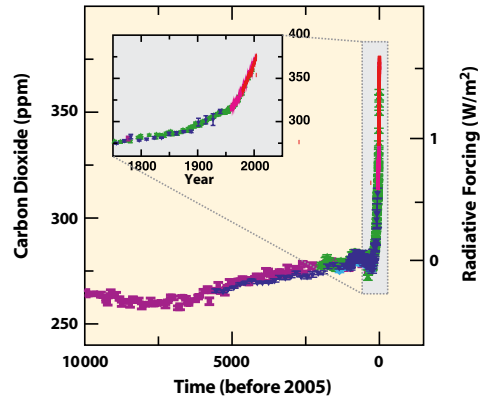
# Le réchauffement de la planète: faits et chiffres

Le réchauffement climatique est un phénomène bien réel, qui s'accroît à une vitesse vertigineuse. Un problème qui va s'aggraver encore. Tel est le constat des milliers de scientifiques qui ont collaboré aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Leurs rapports ne laissent plus aucun doute:

- Le climat mondial se réchauffe. Les températures globales vont continuer à augmenter d'environ 0,2°C tous les dix ans.
- Le lien entre le réchauffement climatique et la concentration de CO<sub>2</sub> et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère existe et a pu être démontré scientifiquement.
- La teneur élevée en CO<sub>2</sub> est le résultat des activités humaines, c'est-à-dire de la combustion de carburants fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon). Cette concentration dépasse aujourd'hui largement les variations naturelles mesurées ces 650'000 dernières années.

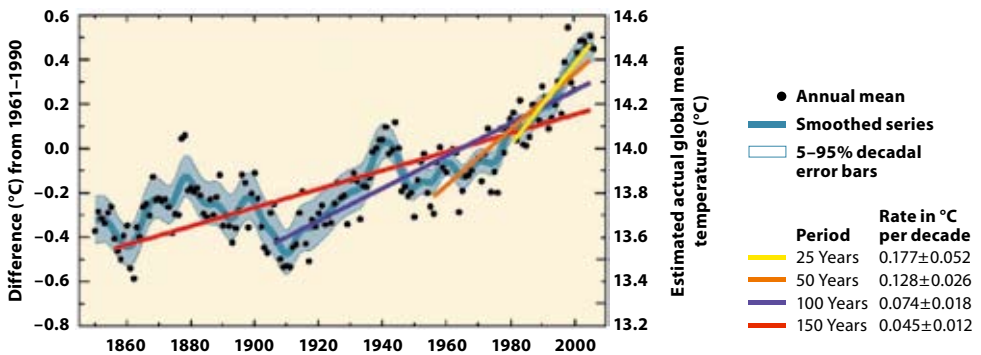
## Le miroir des inégalités globales

La consommation d'énergie et, par conséquent, les émissions de CO<sub>2</sub> sont le reflet des



**Augmentation de la concentration du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (IPCC 2007)**

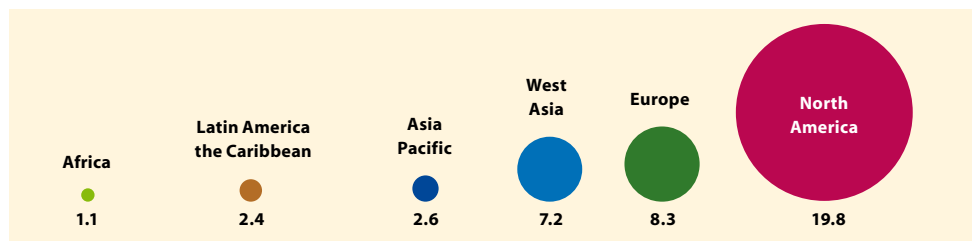
inégalités globales entre les pauvres et les riches. Elle révèle le gaspillage sans scrupule des ressources et le mode de vie non durable des pays du Nord. Un habitant d'Amérique du Nord émet en moyenne vingt fois plus de CO<sub>2</sub> par an qu'un être humain en Afrique. Près de 70% de toutes les émissions de CO<sub>2</sub> depuis 1850 proviennent de l'Amérique du Nord et de l'Europe. La part des pays en développement est inférieure à 25%.



**Températures globales moyennes au cours des derniers 150 ans (IPCC 2007)**

La majeure partie des gaz à effet de serre provient de la combustion d'énergies fossiles. Néanmoins, l'agriculture et l'usage modifié du sol (la déforestation, par exemple) contribuent également au réchauffement climatique.

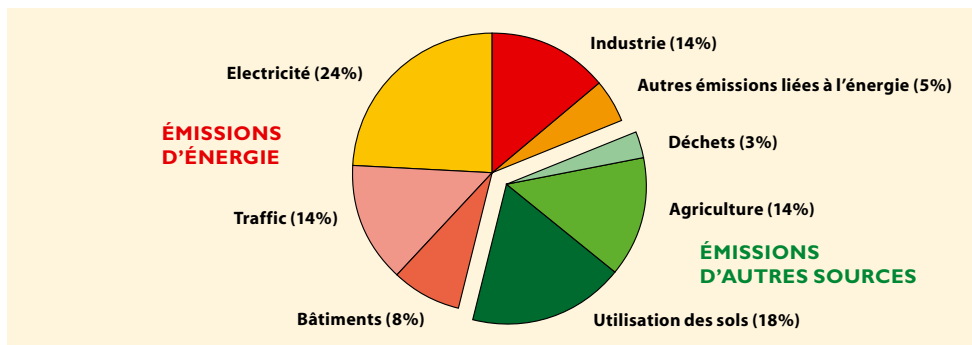
Les gaz à effet de serre, tel que le méthane, peuvent être convertis en équivalents CO<sub>2</sub> (CO<sub>2</sub>-eq). Dans la mesure où le méthane nuit vingt fois plus au climat que le CO<sub>2</sub>, même de faibles quantités ont leur importance.



### Émissions de CO<sub>2</sub> par habitant en 2003 (tonnes)

Le climat mondial s'est déjà réchauffé de plus de 0,5°C en raison de la teneur accrue en CO<sub>2</sub>. Entre 2000 et 2030, le GIEC prévoit un accroissement de 25 à 90% – selon les modèles – de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Les émissions de gaz à effet de serre, dans les quantités actuelles ou même accrues, conduiront au XXI<sup>e</sup> siècle à un réchauffement mondial qui dépassera de loin celui du XX<sup>e</sup> siècle. Actuellement, la tempé-

rature s'accroît de 0,2°C tous les dix ans. Elle continuerait à augmenter même si la teneur en CO<sub>2</sub> se stabilisait au niveau de l'an 2000. Ce qui se passera après 2030 dépend des mesures de politique énergétique et climatique qui sont prises aujourd'hui. Un point crucial est, par exemple, de savoir si les combustibles fossiles joueront encore un rôle dominant dans l'éventail des énergies consommées.



### Sources des gaz à effet de serre (Stern 2006)

Émissions globales 2000: 42 GtCO<sub>2</sub>e.

Les émissions d'énergie sont sources de CO<sub>2</sub> (quelques émissions non CO<sub>2</sub> dans l'industrie). Les émissions d'autres sources émettent du CO<sub>2</sub> (utilisation des sols), ou non CO<sub>2</sub> (agriculture et déchets).

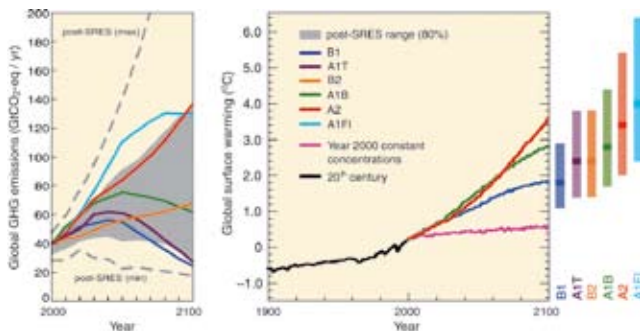
Source: Graphique élaboré par le rapport Stern (Stern 2006), sur la base des données du World Institute Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), version on-line 3.0.

Vers 1850, la teneur en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère se situait à 280 ppm (parts per million). Elle est actuellement de 380 ppm et devrait atteindre 550 ppm d'équivalents CO<sub>2</sub> en 2035. Avec une telle concentration, la température globale sera au minimum de 2°C plus élevée qu'en 1990 – cela, avec 77 à 99% de prévisibilité.<sup>1</sup>

Cette augmentation de 2°C de la température est vue comme un tournant ou un basculement. Au-delà de ce seuil, les modifications du climat mondial seront irréversibles. Voici quelques exemples de la longue liste des conséquences:

- Les glaces du Groenland fondront encore plus vite. Leur fonte intégrale augmenterait de 6 mètres le niveau des mers.
- Le permafrost de la toundra fondra également en libérant les quantités énormes de CO<sub>2</sub> qu'il absorbe.

- Les courants marins comme le Gulfstream pourront se modifier ou même s'immobiliser.
- Les climats régionaux spécifiques comme les moussons en Asie du Sud pourraient brusquement changer, les forêts tropicales se dessécher et les systèmes écologiques s'effondrer.



**Scénarios de l'évolution de la température sans mesures additionnelles de politique climatique (IPCC 2007)**

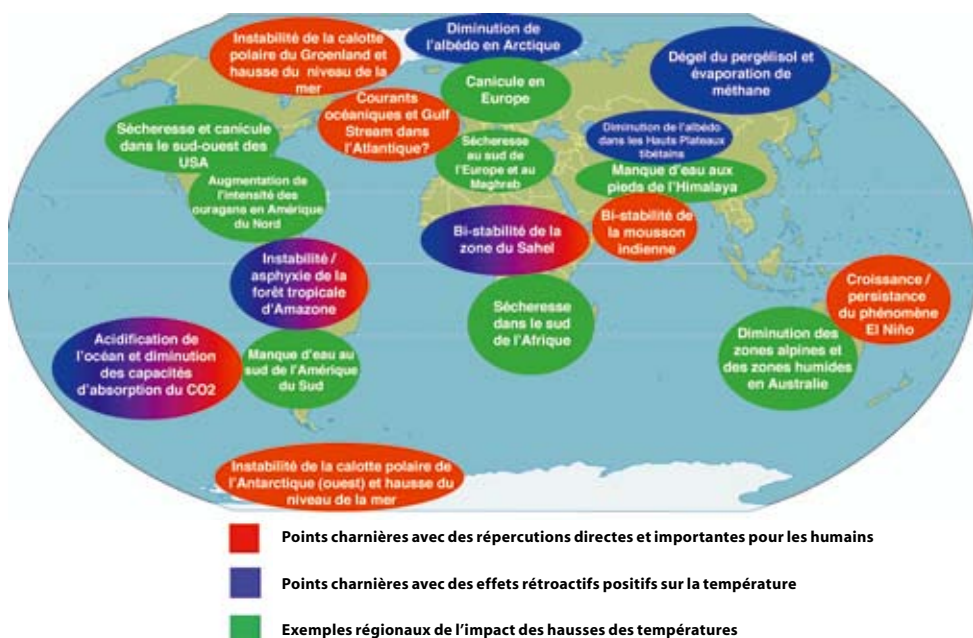


*«Les effets du changement climatique ne sont pas répartis de manière égale – les pays et les êtres humains les plus pauvres seront affectés en premier et bien davantage que les autres. Et lorsque les dommages apparaîtront, il sera trop tard pour inverser le processus. Nous sommes donc forcés de regarder loin dans l'avenir.» Sir Nicolas Stern*

*Photo: Action de Carême*

Afin d'éviter ce tournant irréversible, une stabilisation rapide de la concentration de CO<sub>2</sub> à 400 ou 450 ppm d'équivalents CO<sub>2</sub> est nécessaire. Cela ne sera possible que si l'on atteint le point culminant des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> vers 2015 et que ces dernières diminuent ensuite de 50 à 85% d'ici 2050. Une baisse de 30% des émissions de CO<sub>2</sub> doit donc déjà avoir lieu d'ici 2020. Cela signifie, concrètement, une réduction de 2,5 à 3% des émissions de CO<sub>2</sub> par an.

Si, en revanche, le point culminant n'est atteint qu'en 2025 – soit 10 ans plus tard – le taux de réduction devra être deux fois plus élevé, ce qui impliquera des coûts supplémentaires extrêmement élevés.



### Point charnière d'une évolution irréversible

*(Brot für die Welt/Germanwatch)*



# Conséquences économiques

---

*«Le changement climatique est le plus grand échec du marché que le monde ait jamais connu.»*

En 2006, Nicolas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a étudié les conséquences économiques du réchauffement de la planète. Ses conclusions ont attiré l'attention du monde entier: une hausse de température entre 2 et 3°C peut coûter à l'économie mondiale jusqu'à 9,1% du produit intérieur brut (PIB) global. Cela représente 3,7 billions (3700 milliards) de dollars.

Le rapport Stern, commandité par le gouvernement britannique, énumère en détail sur 650 pages tous les coûts éventuels. Les dommages liés à la météo (tempêtes, ouragans, typhons, inondations, sécheresses et vagues de chaleur), par exemple, s'accroissent depuis longtemps: ils sont passés de 4 milliards dans les années 1950 à 60 milliards de dollars en 2003. Et ils vont continuer d'augmenter. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) évalue les coûts pour l'an 2010 à 150 milliards de dollars. Un montant qui va doubler en quelques décennies, selon les estimations du réassureur Munich Re. La plus grande société d'assurance britannique, CGNU, prédit que les seuls dégâts causés à l'immobilier pourraient être si élevés que le monde tomberait en faillite d'ici 2065.

Des vagues de chaleur comme celle que l'Europe a connues en 2003, où 70'000 personnes<sup>2</sup> ont trouvé la mort et où les pertes agricoles se sont montées à 15 milliards de dollars, se répéteront régulièrement jusqu'au milieu du siècle.

Le rapport Stern estime que «le changement climatique est le plus grand échec du marché que le monde ait jamais connu». Ce fiasco serait dû au fait qu'aucun prix n'a été attribué au CO<sub>2</sub>. Le réchauffement climatique montre que nous avons omis de donner à temps leur juste valeur (et protection) aux ressources naturelles.

De nombreux pays en développement sont déjà dépassés par les premiers signes du changement climatique. Une augmentation de température de moins d'1°C y provoque d'importantes régressions d'ordre économique et social. Cela signifie également la faim, la soif et la détresse pour des millions d'êtres humains.



## Ne rien faire coûte

Les deux prochains siècles, le réchauffement climatique va réduire sensiblement le bien-être de l'humanité. Les mesures pour la réduction du CO<sub>2</sub>, la protection contre les catastrophes météorologiques et la réparation des dommages vont engloutir entre 5 et 20% du produit national brut mondial. En outre, plus nous repousserons la mise en œuvre de mesures efficaces contre les gaz à effet de serre, plus les coûts à payer plus tard seront élevés.



# Climat d'insécurité au Bangladesh

*Le Bangladesh est particulièrement menacé par le changement climatique: plus d'un cinquième du pays pourrait se retrouver un mètre sous l'eau d'ici la fin du siècle en cas d'élévation du niveau de la mer.*

*Entre 1985 et 1998, les températures s'y sont accrues d'1°C en mai et de 0,5°C en novembre. Les moussons, plus courtes mais avec des chutes de pluie beaucoup plus violentes, provoquent à la fois des sécheresses et des inondations dans plusieurs régions du pays<sup>3</sup>.*

Kurigram, au Bangladesh. Un paysage digne d'une carte postale: rizières, plantes grimpantes, champs cultivés et arbres fruitiers. Devant moi, le majestueux fleuve Brahmapoutre, et au-delà, l'Inde. Ce pays déverse chez son voisin la plupart de son eau, avant que celle-ci ne se jette dans la Mer du Bengale. Le Bangladesh reçoit 92% de l'eau du Tibet, du Bhoutan, de l'Inde et du Népal.

Des enfants du village voisin batifolent dans l'eau. Je fais un bond: le rivage semble s'être écroulé, comme si le fleuve avait croqué dedans. Plus loin, l'effondrement de la terre est imminent, ainsi que le présagent les fissures déjà bien dessinées.

Le réchauffement de la planète menace le Bangladesh paradoxalement de plus et de moins d'eau. D'une part, la hausse des températures globales rend le processus d'évaporation-condensation plus intense, causant ainsi de plus fortes pluies, des débordements de rivière et des inondations en période de mousson. Le niveau de la mer, avec la fonte des glaciers, risque aussi de monter petit à petit, empiétant rapidement sur les terres basses du pays.

En même temps, les autres saisons hors mousson s'assèchent. Les précipitations manquent,

et il fait désormais plus chaud qu'à l'habitude. L'eau ne suffit plus à abreuver les cultures; c'est la sécheresse. Les cours d'eau du Bangladesh sont également plus maigres et leurs rives, formées de sédiments non consolidés charriés depuis l'Himalaya, sont extrêmement propices à l'érosion.

Lorsque les rivières baissent et que leur courant faiblit, les rives s'effondrent. Vingt mètres environ ont été emportés l'an dernier, me racontent les habitants du village. On s'attend à perdre la même portion cette année.

Ce ne sont pas seulement des champs précieux pour les communautés environnantes qui sont sacrifiés; ce sont aussi des maisons et des chemins. Bref, tout ce que possèdent des dizaines de familles riveraines. Elles ne survivent qu'en construisant des logis provisoires qu'elles déplacent vers l'intérieur des terres. *(Céline Fūri)*



*La hausse du niveau de la mer affaiblit les courants fluviaux. Résultat: les rives s'effondrent.*

*Photo: Céline Fūri*

## Le changement climatique est aussi une question de genre

Aucun doute, le changement climatique nous concerne tous: femmes, hommes et groupes divers, au Nord comme au Sud. La répartition des rôles en fonction des sexes ainsi que les conditions sociales et culturelles font que les catastrophes naturelles, comme les sécheresses et les inondations, ont des effets différents sur les hommes et les femmes:

55 à 70% des victimes du tsunami à Banda Aceh étaient des femmes. Car elles avaient moins accès aux systèmes d'alarme, ne savaient pas nager ou ne pouvaient pas, seules, quitter leurs maisons.

Au sud du Sahara et dans les Caraïbes, 60 à 80% de la nourriture est produite par les femmes. La demande croissante de terres pour la production d'agrocarburants augmente la pression sur les champs déjà rares dont disposent les femmes, et les pousse vers des sols improductifs. L'alimentation de leurs familles devient de plus en plus difficile. La charge de travail s'alourdit. Les filles sont retirées des écoles, afin d'assurer l'approvisionnement de la famille et d'aider leurs mères dans les tâches quotidiennes.

En bref, le changement climatique accentue la répartition des rôles en fonction des sexes et, par là-même, aussi les inégalités sociales. Néanmoins, les femmes ne sont pas seulement victimes du réchauffement climatique, elles sont aussi actrices du changement. De par leur plus grande vulnérabilité, leurs expériences et leur rôle dans la société, elles trouvent des solutions nouvelles et variées pour lutter contre les causes du changement climatique et s'y adapter.

Dans ce sens, il est cependant nécessaire:

- Que la représentation des femmes dans les délégations gouvernementales et les autres organes – aujourd'hui de 15 à 25% – soit considérablement augmentée.
- Que l'accès limité des femmes aux informations dans l'espace public soit pris en compte dans le développement de systèmes d'alarme.
- Que le contrôle sur les ressources naturelles (terre, eau et énergie) soit assuré pour les femmes en tant que responsables de l'approvisionnement des familles.

En conclusion, pour qu'une politique climatique porte ses fruits et soit durable, il faut que les réalités de vie différentes des femmes et des hommes ainsi que les inégalités liées au sexe soient prises en considération dans les stratégies de résolution des problèmes.

*(Lilian Studer)*



«Le changement climatique accentue la répartition sexospécifique des rôles et par là-même les inégalités sociales.» Une jeune fille porte de l'eau en Éthiopie.

Photo: Miges Baumann

# Effets sur l'agriculture



*Dans quelques pays d'Afrique, les rendements agricoles pourraient chuter jusqu'à 50% d'ici 2020.*

*Photo: Miges Baumann*

Le changement climatique a des répercussions très directes sur l'agriculture. Dans de nombreuses régions de la planète, elle sera fortement affectée par des périodes de sécheresse plus fréquentes, la désertification croissante, des inondations et la salinisation des sols. La petite paysannerie qui ne dispose pas de systèmes d'irrigation sera particulièrement touchée, car elle dépend entièrement des pluies naturelles. Au Sahel en Afrique, par exemple, la durée de croissance des végétaux tend à se raccourcir. Certaines plantes alimentaires ne poussent plus jusqu'à la moisson, d'autres même plus du tout. Au nord de l'Europe et de l'Amérique, l'agriculture peut encore bénéficier d'une élévation de température jusqu'à 2,5°C. Toutefois, si celle-ci devait dépasser 3°C, les experts prédisent un recul de la production agricole aussi dans les régions tempérées.

## **Prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC):**

Dans certains pays africains, les rendements agricoles pourraient diminuer jusqu'à 50% d'ici 2020 et les revenus provenant de l'agriculture chuter de 90% d'ici 2100. En Asie centrale et du Sud, on peut craindre quelque 30% de pertes jusqu'en 2050. En Amérique latine, les rendements des céréales pourraient baisser jusqu'à 30% d'ici 2080.

L'eau est une préoccupation encore plus importante pour l'agriculture. La disponibilité en eau douce se réduira de 50% dans la région méditerranéenne et au sud de l'Afrique. En Afrique, 75 à 250 millions de personnes seront touchées par le tarissement de l'eau douce d'ici 2020. En Asie, cela concernera

entre 120 millions et 1,2 milliard d'êtres humains.

L'agriculture industrielle et le système alimentaire mondial sont des sources importantes de gaz à effet de serre. L'agriculture est responsable de près de 14% de toutes les émissions, notamment à cause de l'utilisation d'engrais chimiques; une part considérable est due également à l'usage modifié du sol, à la déforestation et à l'extension des monocultures. Selon une étude de la FAO, l'ensemble de la chaîne de production animale est également à l'origine de 18% de toutes les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial (calculé en équivalents CO<sub>2</sub>)<sup>4</sup>.

Toutefois, des débuts de solutions existent, qui montrent comment l'agriculture peut s'adapter et contribuer elle-même à une réduction des émissions de gaz à effet de serre:

- La diversité des plantes et l'usage de la biodiversité dans des méthodes de cultures intégrées aident à maintenir l'humidité dans les sols.
- Les méthodes agro-écologiques et les cultures biologiques nécessitent moins d'engrais chimiques et émettent par conséquent moins de gaz à effet de serre. Elles offrent de surcroît davantage de sécurité aux paysans et paysannes.
- La culture de variétés de plantes résistantes à la sécheresse réduit les conséquences du réchauffement climatique. Pour la petite paysannerie pauvre du Sud, la sélection de semences sur leurs propres champs est porteuse d'espoir.<sup>5</sup>
- La reforestation et la protection de la végétation existante permettent de contrecarrer la rareté de l'eau.
- Les systèmes d'irrigation agricoles ont encore un énorme potentiel d'économie.

## Conséquences pour l'alimentation

Le réchauffement climatique provoque la faim, car il influence fortement la production de denrées alimentaires et leur disponibilité. Le changement climatique engendre la soif, car des pluies plus rares et irrégulières signifient un stress plus grand pour accéder à l'eau et à l'eau potable.

En cas d'augmentation de la température de 2,5°C, quelque 45 à 55 millions de personnes supplémentaires vont souffrir de faim et de malnutrition. Selon les experts, elles seront 65 à 75 millions au-delà de 2,5°C et 80 à 125 millions avec une hausse thermique de 3–4°C.

Avec l'effet de serre global, les sécheresses et les inondations seront plus fréquentes, les ouragans plus intenses. Ces phénomènes ont un énorme potentiel de destruction, non seulement pour des bâtiments isolés ou des villes entières, mais également – même si c'est moins visible – pour les cultures.

Les denrées alimentaires sont un bien rare, ainsi que le montre en particulier la crise alimentaire actuelle. Celle-ci s'explique notamment par les raisons suivantes:

- Au plan mondial, les céréales sont utilisées principalement comme fourrage pour le bétail.
- Les céréales font l'objet, sur les marchés libéralisés, de spéculations par les grandes sociétés commerciales.
- La recherche agricole nationale et indépendante a – sous la pression du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale – été abandonnée dans de nombreux pays et transférée à des firmes privées.
- Des semences céréalières, aux mains des multinationales, ont été rendues dépendantes de produits chimiques et d'irrigation régulière; elles ne sont plus adaptées à des sols pauvres et secs.

- Une politique agricole et économique erronée a négligé la paysannerie. Les denrées alimentaires ont été transformées en agrocarburants, dans une tentative illusoire de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

Autrement dit, la crise est due à un cocktail fatal de libéralisations et de contrôles par les multinationales, relevé de l'espoir de profits rapides dans des conditions climatiques en pleine dégradation. Ce mélange détonant a fait exploser les prix, signifiant rapidement la faim pour des millions de personnes au faible pouvoir d'achat.

En ces temps de spéculation alimentaire et de réchauffement climatique, il est plus crucial que jamais d'insister sur le «droit à l'alimentation» et de l'exiger. Les personnes touchées par la faim et la malnutrition doivent être soutenues pour qu'elles puissent revendiquer une politique gouvernementale responsable et garantir leur accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources.



*Avec l'effet de serre global, la table n'est plus mise pour tous. Des jeunes en Indonésie. Photo: Miges Baumann*

## Les agrocarburants aggravent le problème du climat

Les carburants tirés des plantes et denrées alimentaires sont considérés comme des produits miraculeux permettant d'émettre moins de CO<sub>2</sub> au Nord. Cela, parce que le CO<sub>2</sub> contenu dans les plantes n'est pas comptabilisé comme un gaz à effet de serre lors de sa combustion. Le résultat est que la demande de sols et de ressources végétales pour produire des agrocarburants s'accroît rapidement, augmentant par la-même les prix des denrées alimentaires.

Toutefois l'hypothèse d'un agrocarburant respectueux du climat est fautive. La production d'une tonne de diesel à base d'huile de palme dans des tourbières d'Asie du Sud-est génère entre 2 et 8 fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> que la combustion d'une tonne de diesel fossile. Au Brésil, 80% des émissions nationales de gaz à effet de serre ne proviennent pas de la circulation routière, mais des brûlis et de la déforestation, notamment en raison de l'extension des plantations de soja et de canne à sucre pour la production d'agrocarburants.

Le soja pousse aujourd'hui déjà sur 21% des champs brésiliens, c'est-à-dire sur près de 20 millions d'hectares. 60 millions d'hectares supplémentaires sont encore prévus pour le soja, alors que les surfaces de canne à sucre seront multipliées par cinq.

En Colombie les surfaces de palmiers à huile, autre agrocarburant, devraient atteindre un million d'hectares, alors que le pays ne connaissait pas une seule plantation de cette sorte il y a encore quelques décennies. En Indonésie, ses palmiers sont déjà plantés sur plus de 6 millions d'hectares et la production devrait s'étendre encore de 20 millions d'hectares supplémentaires.

Quant au gouvernement indien, il est en train de forcer la plantation d'une autre variété de plante à agrocarburant: le jatropha. D'ici 2012, 14 millions d'hectares devraient y être consacrés, sur des terres considérées comme improductives. Mais des paysans dénoncent déjà la manière dont des firmes les ont expulsés de leurs terres fertiles pour y cultiver du jatropha. Et la variété hybride de cette plante, dément la fable selon laquelle les agrocarburants se contenteraient de peu et pousseraient sur des terres marginales.

En outre, le boom des agrocarburants devrait permettre aux multinationales du génie génétique de réaliser la percée qu'elles attendent dans la production controversée de semences de soja et de maïs manipulées génétiquement.



*Plantation de palmiers à huile dans le Kalimantan Est, Indonésie. Des agrocarburants à la place de la forêt tropicale?* Photo: Miges Baumann

## Au Brésil, ça ne roule pas pour le climat ...

«Plein d'essence ou ventre plein?» «Manger ou conduire, faudra-t-il choisir?» Les voix critiques se multiplient pour dénoncer une fausse promesse: celle des agrocarburants – appelés aussi «biocarburants» – comme alternative écologique au pétrole. Puisqu'ils sont produits à partir de denrées alimentaires, leurs défenseurs les qualifient d'énergies renouvelables...

Au Brésil, où les surfaces agricoles sont immenses, le problème se pose avec davantage d'acuité. L'industrie agroalimentaire se tourne vers ce pays surnommé le «Moyen-Orient des agrocarburants», où de nouveaux marchés s'ouvrent. Mais la conscience «écologique» a son revers: la destruction systématique des deux principaux écosystèmes, l'Amazonie et le Cerrado. Situé au centre-est du pays, le Cerrado est une région de savanes et de hauts plateaux fertiles qui présente une biodiversité hors du commun. Plus de 10'000 variétés de plantes, près de 800 types d'oiseaux, une multitude d'insectes et de mammifères en sont la preuve.

Dans cette région, des millions d'hectares d'eucalyptus sont plantés et servent à produire du charbon pour l'industrie sidérurgique d'origine européenne. S'y ajoutent d'énormes monocultures de canne à sucre et de soja pour la production d'éthanol et de biodiesel. Les jeunes racontent:

*Autrefois, les paysans vivaient des fruits sauvages de la forêt, ils produisaient sur ces terres du feijão (haricots noirs) et des aliments de base. Ils allaient à la pêche dans la rivière proche de leur village. Aujourd'hui, beaucoup de familles ont déserté leurs terres devenues improductives, espérant trouver du travail en ville. D'autres ont été chassées de leurs parcelles après que le gouvernement ait vendu une partie du territoire à la multinationale agricole. Nous nous battons pour récupérer la terre de nos parents et pour que les jeunes restent vivre dans la région.*

Au Cerrado, la biodiversité est en voie de disparition: les deux tiers ont déjà été détruits. Pourtant, l'écosystème avait un rôle stabilisateur dans la préservation de la nappe phréatique. Mais la déforestation, pour faire place à la monoculture, a fait tarir les sources d'eau. Après la monoculture, c'est le désert. Et après ce désert, le désert humain ...  
(Martina Schmidt)



*Les monocultures de soja au Brésil détruisent la forêt et la biodiversité.*

Photo: attac.de

# Changement climatique et santé

Le changement climatique a des effets sur notre santé et sur un large éventail de maladies. Tout va se modifier avec le réchauffement de la planète: les vecteurs de germes pathogènes, la quantité et la qualité de l'eau, les vagues de chaleur et de froid, la qualité de l'air. Les conséquences touchent avant tout les personnes âgées et les pauvres dans les grandes villes.

Le temps est loin où les tropiques étaient considérées comme la zone climatique dangereuse – où sévissent de terribles maladies – et les régions tempérées comme des lieux sûrs où se réfugier. Avec le réchauffement du climat mondial, les pays du Nord se voient soudain également confrontés à des maladies jusqu'alors inconnues.

– Parallèlement aux vecteurs qui – tels les moustiques, les tiques ou les mouches – conquièrent de nouveaux espaces de vie avec les températures en hausse, des maladies tropicales comme la malaria, le choléra ou la dengue se répandent dans de nouveaux territoires. Dans les régions épargnées jusqu'ici – à l'instar de certaines villes situées en altitude comme Addis Abeba, Nairobi ou Quito – les choses pourraient bientôt changer. Au Kenya, la malaria s'étend aujourd'hui déjà dans des régions élevées. Elle pourrait même devenir un problème dans les pays méditerranéens.

– Davantage de personnes souffrent de maladies de l'appareil digestif, en raison de la rareté et de la mauvaise qualité de l'eau dans les régions désertiques.

– Les vagues de chaleur, les inondations, les tempêtes, les incendies et les sécheresses tuent des milliers d'êtres humains ou les rendent plus vulnérables aux maladies.

– La concentration d'ozone proche du sol provoque davantage de maladies cardiaques et des voies respiratoires.

Le changement climatique affecte la santé des communautés déjà vulnérables. Les conséquences vont bien au-delà des maladies directes : les personnes fragiles perdent également leurs capacités à réagir aux conditions changeantes et s'affaiblissent encore davantage.



*Les inondations rendent les êtres humains plus sujets aux maladies.* Photo: Action de Carême

– En Afrique, près de 80 millions de personnes sont exposées à la malaria. Des millions en plus sont concernés par la dengue. Avec le changement climatique, les zones de propagation de la malaria vont s'accroître ou se réduire suivant les régions.

– Durant ce siècle, on estime à 182 millions le nombre d'êtres humains qui, au sud du Sahara, vont mourir de maladies liées au changement climatique.

# L'enjeu de la justice – les Greenhouse Development Rights



Le réchauffement climatique touche le plus durement ceux qui y ont le moins contribué: les personnes pauvres au sud de la planète. La question du climat est par conséquent indis-

sociable de celle de la justice sociale entre les êtres humains des différentes régions et générations.

## Le droit au développement dans l'effet de serre global

La lutte contre la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le développement ne doivent pas être abandonnés dans le combat contre le réchauffement climatique. Au contraire, il convient d'agir sur tous les fronts en même temps. Cela implique des efforts à trois niveaux:

- L'engagement clair des pays industrialisés de «décarboniser» leurs économies d'ici la prochaine génération, c'est-à-dire 2050.
- L'aide aux pays pauvres pour s'adapter au changement climatique.
- La mise en vigueur d'un nouvel accord international capable de promouvoir un modèle de développement pauvre en carbone et ne conduisant pas à un accroissement des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'approche par les **Greenhouse Development Rights** (GDR – droits au développement dans l'effet de serre global) repose sur ces principes.<sup>6</sup> Elle vise la justice dans le développement, en répartissant les coûts de réduction du CO<sub>2</sub> entre ceux qui sont capables de les supporter et qui sont le plus responsables du changement climatique. Il s'agit d'une manière d'accroître la probabilité que le réchauffement global reste en-dessous de 2°C. Le cœur de cette approche est un indice de responsabilité et de capacité (Responsibility and Capability Index – RCI) calculé pour chaque pays. Ce RCI prend comme critère pour la responsabilité les émissions cumulées et attestées de CO<sub>2</sub>, et comme critère pour la capacité<sup>7</sup> les données sur la parité de pouvoir d'achat et la répartition de la richesse.

L'approche par les GDR constitue avant tout une proposition sur la manière de répartir les charges, indépendamment de la composition des coûts. Une action rapide permettrait de réduire les coûts économiques et humains, en évitant les sécheresses, inondations, tempêtes, conflits, déplacements de populations et autres morts. C'est pourquoi de nombreuses œuvres d'entraide, dont *Pain pour le prochain*, soutiennent et exigent une réduction rapide et drastique des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et, parallèlement, une aide à ceux qui souffrent le plus des conséquences du changement climatique.

# L'exemple de l'Éthiopie

---

Boru Abagudo, un ancien Borana et fier éleveur dans le Sud pauvre de l'Éthiopie, ne se souvient pas que la météo ait été aussi folle dans sa jeunesse. Mais depuis environ 20 ans, la pluie ne vient plus régulièrement; elle ne tombe plus du tout ou beaucoup trop fortement. De nombreuses sources d'eau tarissent. Les vaches sont amaigries et ne supportent pas les longues périodes de sécheresse. Les chèvres et les chameaux tiennent mieux la chaleur. Pour les Boranas, qui vivent depuis des siècles dans la brousse aride avec et grâce aux vaches, le réchauffement climatique ne détruit pas seulement les bases de leur vie, mais également leur identité culturelle.

L'Éthiopie, un des pays les plus grands, les plus peuplés et les plus pauvres de l'Afrique, souffre de guerres, de surpopulation et d'une politique économique et agricole erronée. Les conséquences en sont visibles partout: pauvreté, malnutrition, soif.

Le réchauffement climatique aggrave encore la situation de la population en majorité rurale. Les récoltes se dessèchent par manque ou irrégularité des averses. De temps à autre, des pluies trop fortes provoquent des inondations et détruisent les champs.

## **Une issue à la crise?**

Il y a 20 ans, la banque de gènes éthiopienne a lancé un projet exceptionnel pour la conservation de la diversité biologique agricole et la culture paysanne de variétés de céréales résistantes à la sécheresse. Les succès spectaculaires de ce programme (Seeds of Survival – SoS) l'ont rapidement fait connaître au niveau mondial. Il est cependant devenu une menace pour les multinationales des semences, qui craignaient pour les ventes de leurs variétés hybrides gourmandes en produits chimiques. Ces firmes sont d'ailleurs intervenues auprès de politiciens corrompus, ce qui a conduit le gouvernement éthiopien à mettre fin au projet.

Les mêmes activités se poursuivent aujourd'hui sous le chapeau d'une ONG indépendante<sup>8</sup>, mais les effets de cette initiative sont limités. Pourtant, avec la multiplication des périodes de sécheresse et l'explosion des prix des fertilisants, les millions de petits paysans éthiopiens auraient besoin de telles semences, adaptées aux conditions locales, tolérantes à l'aridité et non dépendantes d'engrais chimiques.



*Grâce à la récolte de l'eau, même la production de légumes est possible. Femmes en Ethiopie.*

*Photo: Miges Baumann*



*Boru Abagudo.*

*Photo: Miges Baumann*



*Arbre en Ethiopie.*

*Photo: Miges Baumann*

# Le Nord doit agir rapidement

Les pays industrialisés se trouvent devant une tâche énorme: ils doivent en quelques années sortir de leur dépendance du carbone pour leur approvisionnement énergétique et leur économie. Ils doivent renoncer aux énergies fossiles en l'espace d'une génération, c'est-à-dire d'ici 2050 environ. On parle, dans le jargon politique climatique, de mesures de «mitigation»: elles signifient la réduction et l'abandon des technologies énergétiques génératrices de CO<sub>2</sub>. Quant aux mesures d'«adaptation», elles incluent l'ajustement au réchauffement climatique déjà en cours, la prévention des dommages (par exemple, la protection face aux inondations ou aux vagues de chaleur,) ainsi que la réduction de la vulnérabilité, en particulier des groupes de population pauvres. Ces différentes mesures sont urgentes et doivent être mises en œuvre simultanément.

Le droit au développement des pays du Sud ne doit pas être abandonné pour autant. La justice au cœur du changement climatique signifie que les pays en développement doivent pouvoir bénéficier de périodes d'adaptation un peu plus longues. D'abord, parce

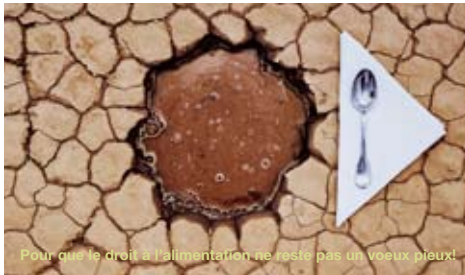
qu'ils n'ont jusqu'ici guère contribué à l'effet de serre global. Ensuite, parce qu'ils ont besoin de davantage de temps pour générer les investissements nécessaires aux technologies propres tout en promouvant le développement de leurs sociétés.

Des moyens financiers doivent également être trouvés pour les mesures de mitigation et d'adaptation dans les pays en développement. Le risque existe que les fonds de développement soient dorénavant utilisés avant tout pour de telles mesures, et pas seulement pour le développement durable. Or, le climat est un bien public global qu'il convient de financer au niveau global. La recherche des moyens financiers pour atténuer les conséquences du réchauffement climatique doit donc être entreprise indépendamment de l'aide au développement.

## Rendre visible le CO<sub>2</sub>

Le gaz à effet de serre CO<sub>2</sub> est invisible à l'œil humain. Il a également été absent pendant longtemps des rapports annuels des grandes entreprises: celles-ci n'informaient pas sur les quantités de CO<sub>2</sub> qu'elles émettaient par leur production ou leurs services. L'organisation anglaise Carbon Disclose Project (CDP) a voulu modifier cette situation. Elle a convaincu les banques, les caisses de pension et d'autres grands investisseurs institutionnels d'exiger de telles informations des multinationales dont ils étaient actionnaires. Aujourd'hui, le CDP représente une fortune totale de 57'000 milliards de dollars. Il gère la plus grande banque de données au monde sur les émissions des entreprises et dialogue avec celles-ci sur les risques d'affaires liés au changement climatique.

[www.cdproject.net](http://www.cdproject.net)



Pour que le droit à l'alimentation ne reste pas un vœux pieux!

## Quid après le protocole de Kyoto?

Le Protocole de Kyoto est un accord additionnel à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)<sup>9</sup>. Approuvé le 11 décembre 1997, il est entré en vigueur le 16 février 2005 et expirera en 2012. Le traité fixe pour la première fois des objectifs contraignants pour les émissions de gaz à effet de serre. Pour la première période (2008–2012), il en prescrit la réduction de 5,2% en moyenne dans les pays industrialisés, par rapport à l'année de référence 1990. Jusqu'à ce jour, 177 Etats ont ratifié le protocole, mais pas les Etats-Unis. Pourtant, la tendance à la hausse constante des principaux gaz à effet de serre perdure. La Suisse n'arrive pas non plus à tenir ses engagements.

Pour la seconde période post-2012, les pays sont en pourparlers depuis 2007. Lors de la Conférence de Bali, les Etats-parties ne se sont mis d'accord que sur les conditions-cadre. De nombreuses questions restent ouvertes, en particulier les chiffres concrets de réduction pour les pays industrialisés et la manière d'intégrer les pays en développement dans les engagements. Pour qu'un tel traité puisse succéder à temps à celui de Kyoto, les négociations doivent être terminées d'ici décembre 2009.

Afin d'atteindre les objectifs de réduction, le protocole de Kyoto prévoit plusieurs mécanismes flexibles et volontaires. L'un d'entre eux est le commerce des droits d'émission. Un autre est le mécanisme de développement propre (*Clean Development Mechanism – CDM*), par lequel un pays industrialisé peut prendre des mesures de réduction de CO<sub>2</sub> dans un pays en développement. Ces mesures concernent notamment la fabrication d'éner-

gie propre (soleil, vent, bois, petites centrales, augmentation de l'efficacité énergétique, agrocarburants, par exemple) ou le reboisement.

Il est évident que les objectifs de réduction définis par le Protocole sont trop modestes et n'ont même pas réussi à freiner le réchauffement de la planète. Or, la hausse de température doit rester en-dessous de 2°C. C'est pourquoi les scientifiques et la société civile exigent une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30 à 40% d'ici 2020 (par rapport à 1990) au Nord, ainsi que le financement additionnel de la diminution des émissions et des efforts de développement au Sud.



«Seule une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre alliée à des efforts de développement au Sud permettront d'éviter la faim à long terme.»  
Photo: Katharina Morello

## Le rôle des Eglises face au changement climatique

---

Au début des années 1990 déjà, les Eglises ont vu dans le réchauffement climatique un « signe des temps » qui, selon l'interprétation biblique, appelle à opérer un retournement et à renouveler la relation à Dieu et à toute la création. En 1992, lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement et l'environnement à Rio, le Conseil œcuménique des Eglises (COE) a approuvé une première déclaration sur le changement climatique. Elle appelle les populations fortunées à repenser et modifier leur mode de vie. Dans la mesure où il se répercute inégalement sur les pauvres et les riches, le changement climatique conduit à mettre de plus en plus l'accent sur la question de la justice dans la sauvegarde de la création. Ce n'est pas un hasard si ce sont avant tout les œuvres d'entraide chrétiennes, en particulier Christian Aid, qui ont mis énergiquement en relief la question de la justice dans la problématique du changement climatique. Elles soulignent le fait que la résolution de la crise passe non seulement par une réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi par le soutien des pauvres dans leur droit au développement. L'Eglise de Suède a traduit sa position officielle par la formule «40:40 jusqu'en 2020»: elle exige que la Suède réduise chez elle ses émissions de CO<sub>2</sub> de 40% d'ici 2020 et qu'elle finance une diminution des émissions de CO<sub>2</sub> de 40% à l'étranger, surtout dans les pays en développement.

En 1998, le réseau European Christian Environmental Network (ECEN) a été créé, pour suivre notamment les questions du réchauffement mondial. L'association suisse «oeku Eglise en environnement» y collabore; en sep-

tembre 2007, elle a consacré sa campagne annuelle «Un Temps pour la Création» au thème de l'énergie et de la consommation.

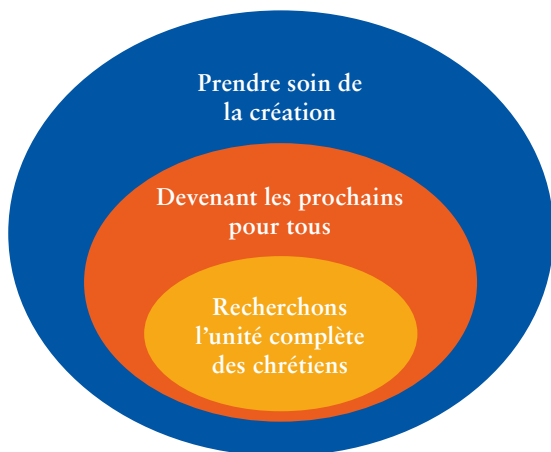
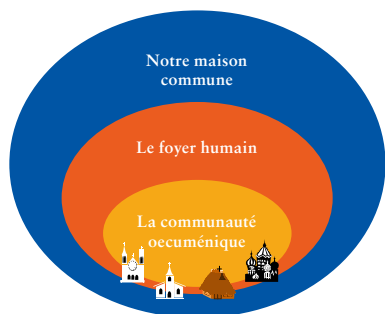
Le COE œuvre depuis quelque temps à ancrer systématiquement dans ses Eglises-membres l'idée que le réchauffement climatique est un «impératif éthique et théologique». Au sein d'APRODEV, le réseau européen des œuvres d'entraide liées au COE, un groupe sur le climat est engagé activement au niveau de l'Union européenne et dans la perspective des négociations des Nations Unies pour un protocole post-Kyoto. Quant à la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS), elle a élaboré au printemps 2008 une étude fouillée sur l'«éthique de l'énergie»<sup>10</sup>; cette dernière constitue dorénavant la référence pour ses positions futures en matière de politique climatique et énergétique.

Les partenaires catholiques ont également pris clairement parti. La Conférence allemande des évêques considère le réchauffement de la planète comme «la menace la plus globale pour les bases de la vie des générations actuelles et futures ainsi que pour la nature non humaine»; étant donné les grandes inégalités entre pollueurs et victimes, elle voit dans le changement climatique «le point focal de la justice globale, intergénérationnelle et écologique».<sup>11</sup> L'association faîtière CIDSE, dont sont membres l'*Action de Carême* et d'autres œuvres d'entraide catholiques, a également lancé une campagne sur le climat.

# Le calculateur CO<sub>2</sub> pour les paroisses

Chaque personne laisse partout derrière elle des empreintes écologiques. Elle consomme des ressources, jette des déchets, modifie l'environnement. Et elle émet des gaz à effet de serre via la production de denrées alimentaires, les transports, le chauffage, les repas et l'usage de l'ordinateur. Elle le fait même lorsqu'elle prie à l'église. En collaboration avec le COE, *Pain pour le prochain* a élaboré un calculateur CO<sub>2</sub> en ligne pour les paroisses ([www.calculateur-CO<sub>2</sub>.ch](http://www.calculateur-CO2.ch)). Il permet de mesurer la profondeur réelle de l'empreinte écologique des communautés ecclésiales et des paroisses. Il devrait encourager leurs responsables à améliorer la consommation d'énergie pour le chauffage et l'isolation des bâtiments. Le calculateur CO<sub>2</sub> et le fonds pour le climat de *Pain pour le prochain* et de

l'*Action de carême* permettent à chacun de «balayer devant sa propre maison» et de s'engager pour la justice dans la maison œcuménique commune.



**L'oïkumene dans ses trois dimensions et sa transformations dans le travail du COE**  
Selon un document stratégique du Conseil œcuménique des Eglises (COE)

# Les tâches de la coopération au développement

Le réchauffement climatique peut mettre en péril les efforts de développement entrepris jusqu'à ce jour. Les agences de développement et les œuvres d'entraide sont ainsi appelées à adapter leurs activités en conséquence et à réagir aux dangers possibles de l'effet de serre global (Climate Proofing).

En premier lieu, *Pain pour le prochain* et l'*Action de Carême* ont cherché à renforcer la prise de conscience au sein de leur organisation et à mettre leur propre maison systématiquement en ordre (gestion de l'environnement, intégration du thème dans la stratégie). Cette maison doit également être comprise au sens large, en incluant les Eglises et les communautés ecclésiales (calculateur CO<sub>2</sub> pour les paroisses, extension des services de conseil, fonds pour le climat, par exemple.). *Pain pour le prochain* et l'*Action de Carême* sont également actives dans le travail de sensibilisation, de campagne et de lobbying. Un nouveau programme Sud ainsi qu'un fonds pour le climat permettent de renforcer les capacités des partenaires du Sud à s'adapter au réchauffement climatique.



Mitigation et développement ne se contredisent pas. Photo: Christian Aid

La coopération au développement se doit de réagir activement aux menaces provenant du changement climatique. Il s'agit de réduire la vulnérabilité des pauvres, d'assurer les bases de leur vie et d'accroître leur capacité de résistance. Les projets et les activités doivent être «garantis contre les catastrophes» et renforcer les voix des personnes concernées.

## Le fonds pour le climat de *Pain pour le prochain* et de l'*Action de carême*

Un accent particulier peut être mis sur les tâches de politique climatique et de développement, comme la promotion de sources d'énergie alternatives, des appareils de cuisson plus efficaces ou des pépinières et le reboisement. Les arbres et les forêts, par exemple, jouent un rôle important dans les mesures d'adaptation: ils permettent de réguler la chaleur, offrent protection et refuge, stockent l'eau et limitent les risques. Ils sont également centraux dans les mesures de prévention (mitigation): ils absorbent le CO<sub>2</sub>, produisent de l'humidité et des nuages – participant ainsi à la régulation du climat – et peuvent être utilisés de manière durable comme des matières énergétique non fossiles.

*Pain pour le prochain* et l'*Action de Carême* ont créé un fonds pour le climat, afin d'offrir aux paroisses et aux particuliers la possibilité d'agir en faveur de la justice dans la problématique du climat. L'objectif principal de ce fonds est de réduire la vulnérabilité des populations les plus pauvres du Sud. Les moyens additionnels sont investis dans des projets de développement présentant des mesures d'adaptation, de mitigation ou de lobbying. Le fonds permet également de compenser le CO<sub>2</sub>, puisque les projets de mitigation ne diminuent pas seulement les effets mais aussi les causes du changement climatique.

## Changer notre mode de consommation

Nos habitudes alimentaires et notre mode de consommation sont très étroitement liés au changement climatique. Chacun d'entre nous peut – au plan individuel – faire quelque chose dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Nos habitudes de consommation sont en première ligne.

Selon les calculs de la FAO, pour produire un kilo de céréales, les paysans des pays industrialisés utilisent en moyenne cinq fois plus d'énergie que ceux d'Afrique. Et pour la production d'un kilo de maïs, un agriculteur industriel aux Etats-Unis consomme trente-

trois fois plus d'énergie que son homologue traditionnel mexicain. Malgré tout, l'agriculture en tant que telle n'utilise en moyenne «qu'un» quart de l'énergie aujourd'hui nécessaire pour amener la nourriture dans nos assiettes.

Le véritable gaspillage énergétique et la pollution proviennent des autres aspects du système alimentaire mondial: la transformation, l'emballage, la congélation, le pré-cuisiné et le transport autour de la planète.



*Les arbres offrent protection et refuge, emmagasinent l'eau et réduisent les risques.*

*Photo: Miges Baumann*

A côté de l'énergie, la consommation d'eau devient également un problème croissant. L'irrigation dans l'agriculture consomme environ les trois quarts de l'eau potable mondiale. Des quantités énormes d'eau virtuelle sont contenues dans chaque denrée alimentaire. Ainsi, près de 140 litres d'eau sont nécessaires pour produire une tasse de café. Les décisions d'achat deviennent ainsi de plus en plus complexes pour les consommateurs critiques et conscients. Les critères suivants pourraient constituer une règle d'achat approximative:

### **Équitable, saisonnier et régional**

Si possible, consommer des produits peu transformés et cultivés de manière biologique et économe en énergie.

De nombreux guides donnent des conseils pratiques pour une mobilité respectueuse de l'environnement ainsi que pour économiser de l'énergie. Voir, par exemple, Greenpeace<sup>12</sup> ou l'Office fédéral de l'énergie<sup>13</sup>.

### **Viande de bœuf et changement climatique**

Notre consommation de viande est aussi fortement liée à la problématique du climat. L'économie d'élevage est responsable de 18% des émissions globales de gaz à effet de serre, mesurées en équivalents CO<sub>2</sub><sup>14</sup>. Une grande partie provient de la déforestation en faveur des pâturages. Grossièrement dit, une vache émet par jour autant d'équivalents CO<sub>2</sub> qu'une voiture sur 50 kilomètres. Elever des bovins dans des pâturages qui ont remplacé la forêt tropicale est une méthode de production alimentaire très peu efficace: dix hectares ne permettent de nourrir qu'un seul homme, alors que la même superficie en riz peut alimenter 160 personnes. Toutefois, l'élevage de bovins reste une source importante de revenus pour de nombreux paysans et nomades; dans certaines régions (les Alpes, par exemple), c'est la seule possibilité de mise en valeur des terres. En outre, les protéines font partie d'une alimentation équilibrée.

# Position de politique de développement de *Pain pour le prochain/Action de Carême*

«Je suis persuadée que nous ne devons pas abandonner les besoins existentiels des êtres humains au libre marché. Ni la formation, ni l'eau, ni la nourriture – et pas non plus le climat.»

Vandana Shiva, Prix Nobel alternatif

*Pain pour le prochain* et l'*Action de Carême* défendent les positions de politique de développement suivantes:

La Suisse doit:

- tout entreprendre pour que la hausse de la température globale reste en-dessous de 2°C;
- tout faire pour que la concentration en équivalents CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère puisse être stabilisée à 450 ppm;
- s'engager fortement en faveur d'un protocole post-Kyoto et s'astreindre aux objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> suivants: baisse au minimum de 30% d'ici 2020 et de 90% d'ici 2050 (année de référence: 1990);
- effectuer cette diminution en grande partie en Suisse et pas seulement à l'étranger via les certificats d'émission;
- interdire la production d'agrocarburants à partir de denrées alimentaires et ne pas offrir d'avantages douaniers et fiscaux aux agrocarburants importés, sauf s'ils ont été produits avec des déchets organiques;

- afin de réaliser plus de justice dans le changement climatique, augmenter son budget de développement à 0,7% de son PNB d'ici 2015 et, indépendamment de cette aide, mettre à disposition les moyens financiers nécessaires aux mesures de mitigation et d'adaptation dans les pays en développement, par exemple à travers une taxe incitative mondiale sur le CO<sub>2</sub>.

Les Eglises suisses sont:

- invitées à prendre en compte le concept des Greenhouse Development Rights;
- appelées, au plan des communautés ecclésiales et des paroisses, à établir leur propre bilan de CO<sub>2</sub>, en utilisant le calculateur CO<sub>2</sub> ([www.calculateur-CO2.ch](http://www.calculateur-CO2.ch)) pour les paroisses et encouragées à soutenir le fonds climat de *Pain pour le prochain/Action de Carême*.

Les entreprises doivent:

- rendre public le bilan des émissions de CO<sub>2</sub> pour toutes leurs activités.

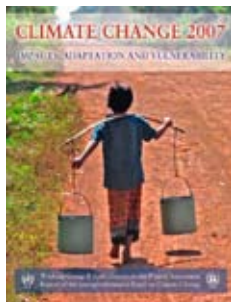
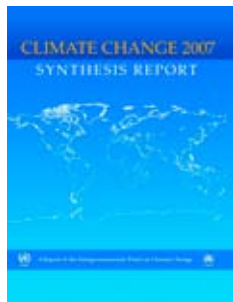


Photo: Céline Füre

# Sources, informations pour aller plus loin, réseaux

## Sources principales

Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (Intergovernmental Panel on Climate Change – IPCC) établi par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). <http://www.ipcc.ch/>  
IPCC, 2007: Climate Change 2007: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fourth Assessment, Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, Pachauri, R.K and Reisinger, A. (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, 104 p. First published 2008, ISBN 92-9169-122-4



## Autres sources

Stern 2006: Stern Review on the economics of climate change, HM Treasury, UK 2006 (The Treasury is the United Kingdom's economics and finance ministry.), [http://www.hm-treasury.gov.uk/independent\\_reviews/stern\\_review\\_economics\\_climate\\_change/stern\\_review\\_report.cfm](http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm)  
Up in Smoke? Reports from the Working Group on Climate Change and Development, 2007  
<http://www.upin smokecoalition.org/>

## Informations pour aller plus loin et sites Internet

<http://www.ppp.ch/>  
<http://www.brot-fuer-die-welt.de/kampagnen/index.php>  
– Etude: «Klimawandel und Ernährungssicherheit»  
<http://www.christianaid.org.uk/>  
– Report: Truly Inconvenient  
– Report: The climate of poverty: facts, fears and hope  
– Report: The human face of climate change  
– Report: Theology and climate change  
Klimainfo.ch <http://www.klimainfo.ch/>  
Agrotreibstoffe: <http://www.agrotreibstoffe.ch/>

## Réseaux

– APRODEV: Association des organisations de développement liées au Conseil oecuménique des Eglises (COE); elle a établi un groupe de travail spécial sur le changement climatique et le développement. *Pain pour le prochain* en est membre. <http://www.aprodev.net/>  
– CIDSE: Alliance de 16 organisations de développement catholiques. *L'Action de Carême* en est membre. <http://www.cidse.org/>  
– Alliance pour une politique climatique responsable (Suisse). *Pain pour le prochain* en est membre. [http://www.gruene.ch/d/aktuell/d\\_gemeinsameerklaerung\\_co2.pdf](http://www.gruene.ch/d/aktuell/d_gemeinsameerklaerung_co2.pdf)  
– Climate Action Network CAN. Le Conseil oecuménique des Eglises (COE) en est membre. <http://www.climateactionnetwork.org/>

# Références

---

- <sup>1</sup> IPCC 2007 et Stern 2006
- <sup>2</sup> Report on excess mortality in Europe during summer 2003, 28 February 2007, [http://ec.europa.eu/health/ph\\_projects/2005/action1/docs/action1\\_2005\\_a2\\_15\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/health/ph_projects/2005/action1/docs/action1_2005_a2_15_en.pdf)
- <sup>3</sup> IPCC Fourth Assessment Report (2007) Climate change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability (Intergovernmental Panel on Climate Change Geneva); Up in smoke? Asia and the Pacific; Stern review 2006
- <sup>4</sup> FAO, Livestocks long shadow, Rome 2006, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e.pdf>
- <sup>5</sup> Return to Resistance, Raoul A. Robinson, agAccess, David, California, 1996
- <sup>6</sup> <http://www.ecoequity.org/GDRs/>
- <sup>7</sup> La dimension de capacité du RCI ne prend pas seulement en compte la parité de pouvoir d'achat d'un pays – permettant de comparer les coûts de la vie et les revenus des différents pays – mais aussi la répartition interne de la prospérité. Les pays qui affichent des écarts importants en matière de prospérité doivent payer davantage. C'est une manière de faire également participer les élites riches des pays pauvres aux coûts de réduction du CO<sub>2</sub>.
- <sup>8</sup> <http://usc-canada.org/what-we-do/africa/ethiopia/> et <http://cbdcnetwork.multiply.com/>
- <sup>9</sup> [http://unfccc.int/kyoto\\_protocol/items/2830.php](http://unfccc.int/kyoto_protocol/items/2830.php)
- <sup>10</sup> Otto Schäfer, FEPS 2008: Éthique de l'Énergie. Vers une nouvelle ère énergétique. Perspectives durables après la fin du pétrole. [www.sek-feps.ch](http://www.sek-feps.ch)
- <sup>11</sup> <http://www.dbk.de/aktuell/meldungen/01182/index.html>
- <sup>12</sup> <http://www.greenpeace.ch/fr/que-puis-je-faire>
- <sup>13</sup> <http://www.bfe.admin.ch/dienstleistungen/00466/index.html?lang=fr>
- <sup>14</sup> FAO, Livestocks long shadow, Rome 2006, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e.pdf>

# Impressum

---

Editeur: *Pain pour le prochain/Action de Carême*, Berne/Lausanne/Lucerne, juin 2008  
Rédaction: Miges Baumann  
Traduction: Michel Egger  
Graphisme: Advico Young & Rubicam, Zurich-Gockhausen  
Commandes: *Pain pour le prochain*, Av. du Grammont 9, 1007 Lausanne  
Tél. 021 614 77 17, Fax 021 617 51 75, [materiel@bfa-ppp.ch](mailto:materiel@bfa-ppp.ch)  
*Action de Carême*, Av. du Grammont 7, 1007 Lausanne  
Tél. 021 617 88 81, Fax 021 617 88 79, [actiondecareme@fastenopfer.ch](mailto:actiondecareme@fastenopfer.ch)  
Prix: CHF 9.–

Le changement du climat mondial est la menace la plus globale pour les écosystèmes naturels et la dignité de l'existence humaine. Le réchauffement de la planète touche le plus durement ceux qui en sont le moins responsables: les populations pauvres du Sud. La question du climat est, par conséquent, indissociable de celle de la justice sociale entre personnes de différentes régions et générations. Les habitants défavorisés du Sud sont déjà ceux qui souffrent aujourd'hui le plus des

bouleversements météorologiques, de périodes de sécheresse plus fréquentes, de tempêtes ou d'inondations.

Si nous ne parvenons pas à réduire vite et massivement les émissions de gaz à effet de serre et à maintenir la hausse de la température mondiale en-dessous de 2°C, la faim, la soif et les conflits prendront des dimensions incontrôlables et réduiront à néant les efforts de développement effectués jusqu'à ce jour.

## PAIN POUR LE PROCHAIN

*Pain pour le prochain* est le Service des Eglises protestantes de Suisse pour le développement. Il soutient quelque 400 projets de développement dans 60 pays et lance chaque année, pendant les six semaines précédant Pâques, une campagne d'information et de récolte de fonds. Afin de renforcer les possibilités d'action des personnes défavorisées dans le Sud, *Pain pour le prochain* s'engage pour des structures socio-économiques internationales plus équitables.

Av. du Grammont 9, 1007 Lausanne. Téléphone 021 614 77 17, Fax 021 617 51 75  
E-mail [ppp@bfa-ppp.ch](mailto:ppp@bfa-ppp.ch). Internet [www.ppp.ch](http://www.ppp.ch)

## ACTION DE CARÊME

L'*Action de Carême* est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Elle soutient financièrement plus de 350 projets en Afrique, en Amérique latine, en Asie et en Suisse. L'*Action de Carême* a également pour but de sensibiliser le public suisse aux problèmes du mal-développement et d'intervenir dans le débat politique sur diverses questions relatives au développement.

Av. du Grammont 7, 1007 Lausanne. Téléphone 021 617 88 81, Fax 021 617 88 79  
E-mail: [actiondecareme@fastenopfer.ch](mailto:actiondecareme@fastenopfer.ch). Internet [www.actiondecareme.ch](http://www.actiondecareme.ch)